

Les carnets de l'IREMAM



AU FIL DE LA RECHERCHE, POINTS DE VUE

GAZA, NOVEMBRE 2012 : UNE 'VICTOIRE' DE HAMAS POUR QUOI FAIRE ?

03/02/2013 | JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN | 7 COMMENTAIRES



Les 25 ans de Hamas et l'opération 'Pierres d'argile' Source :
Palestinian Information Center

Lancée par Israël le 14 novembre 2012, la plus récente opération menée contre la bande de Gaza s'est achevée le 21 sur un accord de cessez-le-feu doté d'une garantie égyptienne, adopté par Israël, Hamas et le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) et accompagné d'une navette de la secrétaire d'État américaine. Au sortir des affrontements, les instituts d'analyse stratégique proches de l'establishment sécuritaire israélien ont communément conclu au succès du gouvernement de Benjamin Netanyahu tant d'un point de vue militaire que diplomatique^[1]. Les parties palestiniennes, pour leur part, ont revendiqué une victoire sans conteste, victoire que Hamas tout particulièrement a cherché à exploiter face à ses rivaux de Ramallah.

Dès le 18 novembre, Freih Abu Middein publiait un article dans le quotidien *Al-Quds Al-Arabi* de Londres dans lequel il rapprochait la riposte palestinienne aux opérations israéliennes de la bataille de Karameh de 1968^[2]. Ancien bâtonnier de la bande de Gaza et ministre de la Justice de Yasser Arafat, figure nationaliste aux attachements nassériens, il s'interrogeait ainsi sur la capacité des événements en cours à engendrer une dynamique nationale nouvelle et puissante. La bataille de Karameh mais aussi la guerre israélo-arabe de 1973 avaient, en leur temps, fait l'objet d'approches contradictoires, victoire pour les uns, défaite ou semi-défaite pour les autres. Dans les deux cas, pourtant, un discours arabe de la victoire avait bénéficié d'une crédibilité suffisante pour initier un processus de transformation politique et diplomatique porté par des personnalités emblématiques. En 1968, la résistance manifestée face à l'armée israélienne par les organisations de fedayin dans la vallée du Jourdain avait ainsi débouché sur leur structuration organisationnelle, une capacité à élargir leur recrutement et, *in fine*, à leur prise de pouvoir au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) un an plus tard emmenées par Yasser Arafat, George Habache et d'autres. Pareillement, la 'victoire' arabe de 1973, dès lors que l'affront de 1967 était censé avoir été lavé, avait permis à Anouar Sadate de prendre l'initiative en vue d'une négociation de paix avec l'ennemi.

Cette contribution se propose de prolonger la réflexion de Freih Abu Middein en interrogeant les effets sur la scène locale et régionale du discours de la 'victoire' militaire palestinienne^[3] de novembre 2012, tout en refusant d'entrer dans le débat sur le degré de réalité ou de fiction d'une telle victoire. Il s'agira d'examiner les effets, dans un premier temps, de l'opération israélienne sur la nature des rapports entre Israël et Gaza –et à travers Gaza, la Palestine tout entière– et, dans un deuxième temps, de la cristallisation de cette 'victoire' autour de la personne de Khaled Mechaal, chef du bureau politique de Hamas. A partir de là, il sera possible d'évaluer si la scène politique et diplomatique palestinienne, soumise ces dernières années à une véritable glaciation, serait en passe, comme l'annoncent tant Hamas que Fatah, de connaître un séisme qui dé-

bouclerait sur une réconciliation périodiquement annoncée puis gelée. Dans l'hypothèse d'une absence de concrétisation d'une telle réconciliation, probable selon mon évaluation, quelques pistes de réflexion sur les mobilisations à attendre en Palestine seront proposées en conclusion.

La 'victoire' de Hamas sur Israël

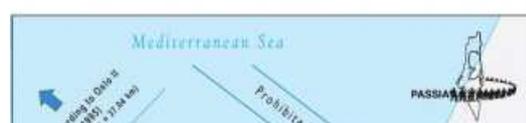
Le conflit de novembre[4], selon toute vraisemblance, n'apportera sur le court terme aucun changement notable dans la nature des rapports entre Israël et Palestine : une simple dissuasion militaire par rapport à la bande de Gaza concédée à Hamas pour être isolée de la Cisjordanie en l'absence de tout règlement politique de la question palestinienne. A part quelques mesures –symboliques– de solidarité avec Gaza (déclarations de son président ou visites du Premier ministre dans la bande), l'Égypte post-Moubarak a elle-même, une nouvelle fois, confirmé son engagement à respecter le traité de paix avec son voisin sans exiger de remise à plat des relations israélo-arabes sur le dossier palestinien ; elle a ainsi assumé le rôle de médiateur entre Palestiniens et Israéliens (et entre Palestiniens eux-mêmes) traditionnellement dévolu à ses services de renseignement mais a néanmoins accru son engagement en faisant de la présidence l'une des parties du cessez-le-feu obtenu[5]. Les divers « printemps », quant à eux, n'ont pas eu d'impact notable sur la gestion arabe du conflit au-delà de simples manifestations de solidarité guère plus que symboliques. Par un manque d'engagement quasi général, enfin, la communauté internationale n'a elle non plus manifesté aucune velléité de changement, se déchargeant une nouvelle fois sur les États-Unis pour stabiliser la région selon le schéma en cours depuis des années. A tous les échelons –international, régional, local–, interviennent ainsi des logiques de préservation des acquis et de gestion *a minima* du *statu quo*.

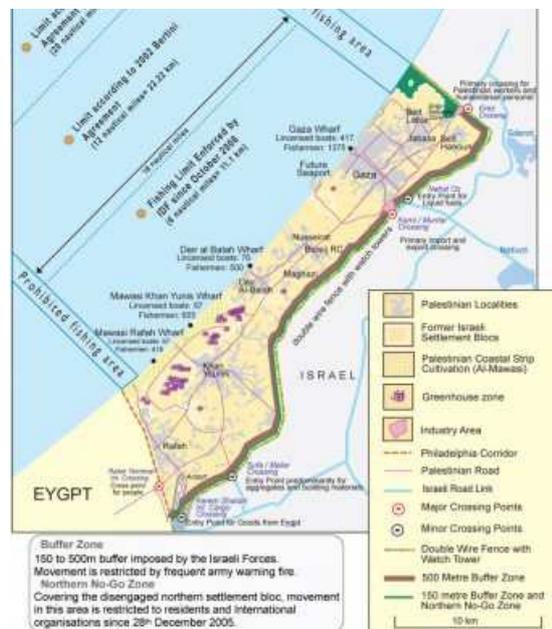
Le choix israélien

La séparation de Gaza de la Cisjordanie demeure le choix fondamental de la puissance toujours occupante du fait de son contrôle des abords de la bande de même que de ses espaces aérien et maritime. Mis en œuvre à partir de 2005 avec le retrait unilatéral de l'armée israélienne et des colons, ce choix avait bénéficié du concours attendu des parties palestiniennes en 2007[6], date de son aboutissement avec l'octroi par Israël de la concession de la bande à Hamas. Les Palestiniens, une nouvelle fois, auront été en « zugzwang », comme aux échecs contraints par le gouvernement israélien de jouer un coup perdant : Hamas présidait dorénavant aux destinées de la bande de Gaza en toute exclusivité quand la Cisjordanie se trouvait récupérée par Fatah, pourtant défait lors des élections législatives de 2006. Toujours plus déchirée, la Palestine voyait ainsi s'affaiblir plus encore sa capacité à faire entendre sa voix d'autant plus que leur combat contre la revendication nationale palestinienne était travestie par les gouvernements israéliens successifs en lutte contre le terrorisme international ; accusé de constituer aux portes d'Israël le bras armé de l'Iran et le point d'entrée d'Al-Qaïda, le mouvement islamiste devenait un ennemi bien utile.

A l'opposé de toute politique visant à l'éradication de Hamas, ce choix israélien s'est une nouvelle fois exprimé dans la gestion politique de l'opération de novembre, une opération dont je continue à contester l'approche en termes d'escalade tactique initiée par Hamas[7]. Réservant les injonctions du Quartet aux seuls pays tiers, Israël –avec l'accord des États-Unis– a confirmé Hamas dans son statut de premier interlocuteur tant dans la négociation du cessez-le feu que dans les diverses étapes qui se sont succédé jusqu'à ce jour[8]. Pour la première fois, cependant, le MJIP, principal allié palestinien de l'Iran, était directement et officiellement associé au processus –au moins provisoirement comme il sera dit plus bas– avec la participation aux négociations du Caire de son secrétaire général, Ramadan Shallah, et de son numéro deux de Gaza, Ziyad Nakhkhal. Hamas, pourtant, n'était que très minoritairement responsable du réchauffement de la frontière lequel, selon Israël, justifiait son opération. La majorité des opérations et tirs de roquettes en 2012 avait, en effet, été le fait de groupes salafistes incontrôlés, du MJIP et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Par ailleurs, l'Autorité palestinienne en charge de Gaza n'existe dans ce processus que dans un lien de subsidiarité, réduite à n'être que l'exécutante d'une politique dont la responsabilité incombe à un mouvement politique, Hamas, éventuellement associé au MJIP. A l'exception de Z. Nakhkhal, en effet, les négociateurs du cessez-le-feu résident tous à l'extérieur de la bande ; aucun ne détient une quelconque responsabilité au sein de l'Autorité exécutive ni ne bénéficie de mandat électif.

The Gaza Strip 2007





La bande de Gaza : le blocus

Source : [PASSIA](#)

La reconduction du choix israélien peut également être repérée dans les concessions accordées au terme de la négociation du cessez-le-feu[9]. En effet, en acceptant de repousser les limites du blocus maritime de 3 à 6 miles comme c'était le cas avant la prise de contrôle exclusif de Gaza par Hamas, de réduire la largeur de la zone interdite d'accès le long de la frontière (qui constitue quasiment le tiers de la superficie cultivable de la bande), de permettre l'entrée depuis Israël de gravier pour la construction et d'ouvrir l'examen de nouveaux allègements du blocus terrestre, la partie israélienne a offert à la partie palestinienne un peu de quoi faire « oublier » auprès de sa population les destructions et les morts[10] dont pourtant la responsabilité lui incomberait exclusivement selon la même partie israélienne. L'engagement à ne plus mener d'éliminations ciblées pouvait, quant à lui, satisfaire quelques cadres éventuellement réticents.

Ce même choix israélien a été formulé un mois plus tard lorsque le feu vert a été accordé à K. Mechaal, Moussa Abou Marzouk, son adjoint, et certains autres hauts responsables pour leur entrée dans la bande. Israël leur permettait ainsi, en toute connaissance, de constituer le clou de la mise en scène spectaculaire de la victoire militaire du mouvement à l'occasion du 25^e anniversaire de sa fondation. Au même moment, cependant, R. Shallah se voyait interdit d'entrée, menacé de faire l'objet d'une élimination ciblée. L'association du MJIP au processus trouve ici ses limites : c'est bien à Hamas de contrôler l'ensemble de la scène gazaouie et, par corollaire, de gérer les éventuelles divergences entre les intérêts iraniens, dont le MJIP se fait en partie l'expression, et les siens propres.

Ses limites

Cinq ans après avoir obtenu la séparation de Gaza de la Cisjordanie, Israël demeure prisonnier des contradictions nées de son refus d'envisager une quelconque solution définitive pour son conflit avec les Palestiniens. Les Autorités de Ramallah comme de Gaza, en effet, font l'objet d'une responsabilisation sécuritaire avec la charge d'anticiper tout ce qui menacerait la sécurité rapprochée de l'occupant. Toutes deux, pourtant, font parallèlement l'objet de proclamations d'illégitimité à constituer un interlocuteur valable pour un accord définitif, qu'il s'agisse de Mahmoud Abbas (après Yasser Arafat), le président palestinien, comme, bien évidemment, de Hamas. Toutes deux, enfin, font l'objet de politiques d'affaiblissement politique, financier, économique, et éventuellement militaire. Ainsi, la destruction des infrastructures de la police et du ministère de l'Intérieur à Gaza ne peuvent qu'accroître la difficulté de l'Autorité de Gaza à contrôler les va-t-en-guerre et rendre nécessaire l'engagement des Brigades Ezzedine Al-Qassam de Hamas, engagement par ailleurs dénoncé par Israël comme une confusion des genres. La rétention de millions de dollars de taxes qui, normalement, devraient être reversés aux Palestiniens ne fait, quant à lui, qu'affaiblir l'Autorité de Ramallah déjà fragilisée par le renoncement de certains donateurs internationaux à honorer leurs promesses d'aide[11]. L'intensification de la colonisation en Cisjordanie, enfin, ne fait que délégitimer ceux qui ont fait de la négociation l'unique chemin pour parvenir à un État palestinien indépendant et souverain.

Concernant Gaza, une politique basée sur la seule dissuasion militaire dans laquelle la tactique à court terme est élevée au

rang de stratégie ne peut que déboucher sur une reconduction des risques et leur augmentation. Les opérations de type « Pillar of Defense » (2012) mais également « Cast Lead » (avec opérations terrestres) (2008-2009) semblent, ainsi, avoir atteint leurs limites : en une semaine de combats en 2012, les Palestiniens ont tiré plus de roquettes contre Israël qu'en trois semaines en 2009, roquettes dont les capacités ont été considérablement accrues. En dépit des *satisfecit* avancés par les militaires israéliens sur l'efficacité dans la destruction des missiles adverses de l'Iron Dome[12] expérimenté pour la première fois à l'échelle de la réalité, la réussite de 85 % avancée, même si elle était prouvée, ne saurait constituer une protection appropriée face à un armement à la sophistication croissante.

En impliquant la présidence égyptienne comme garant de sa mise en œuvre, néanmoins, nouveau cessez-le-feu introduit une nouveauté : la transformation officielle de l'Égypte en ligne supplémentaire de défense de l'État d'Israël. La préservation du cessez-le-feu, en effet, implique que l'État égyptien rende sa frontière avec Gaza la plus étanche possible à la circulation des armes afin de désamorcer toute velléité palestinienne d'en découdre avec son voisin du nord. Dans ce domaine précis, il s'agit bien d'une victoire israélienne même si le rétablissement de la sécurité dans l'ensemble du Sinaï constitue pour l'Égypte un impératif de politique intérieure.

* *

*

Ainsi, loin de chercher à changer la nature des rapports qu'il entretient avec Gaza et la Palestine, c'est le raffermissement de cet ordre qui semble bien avoir été recherché par Israël à travers son opération. Il s'agissait de rétablir une dissuasion militaire qu'il jugeait émoussée tout en confirmant la concession accordée à Hamas sur la bande pour la maintenir isolée de la Cisjordanie, le tout en l'absence de tout règlement politique de la question palestinienne. Cependant, faute d'un tel accord ou même « simplement » d'une levée totale du blocus, la durabilité du cessez-le-feu apparaît comme compromise. Le contrôle de Gaza par Hamas, en effet, est en permanence contesté sur le terrain par ses rivaux tant islamistes, MJIP ou salafistes, que nationalistes, FPLP en tête mais aussi Brigades des martyrs d'Al-Aqsa de Fatah. La question de Gaza, par ailleurs, constitue un enjeu diplomatique régional dans le cadre des luttes entre « l'arc [supposé] sunnite », avec Qatar, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie et la Turquie, qui bénéficie du soutien actif des États-Unis et d'Israël et de « l'arc chiite » avec l'Iran, l'Irak, la Syrie des Assad et le Hezbollah au Liban. C'est donc tout un ensemble de « bombes » potentielles que Hamas se devra de désamorcer. Dans la continuité des options prises ces dernières années, il lui incombera parallèlement de renouveler ses capacités militaires sans apparaître comme une menace immédiate pour Israël ni comme un allié déloyal pour l'Égypte. La 'victoire' de Hamas risque décidément d'être fort difficile à entretenir sur la durée.

La victoire de Khaled Mechaal

La 'victoire' sur Israël véhiculée par le discours palestinien est généralement perçue comme essentiellement celle d'un mouvement, Hamas, et incarnée par un homme, K. Mechaal, le président de son bureau politique. Le concernant, il s'agit là du couronnement d'un processus enclenché de longue date par ses amis comme par ses ennemis et qui le place au cœur de la scène politique palestinienne. Si les objectifs assignés par Israël à son opération peuvent être considérés comme clairs, les buts fixés par Hamas et son homme fort à l'exploitation de la 'victoire' palestinienne suscitent, en revanche, de profondes interrogations. Le mouvement, en effet, apparaît comme ayant plus à gagner d'un certain *statu quo* que d'un bouleversement aux conséquences aléatoires de la scène palestinienne et bilatérale avec Israël.

Sa centralité



Khaled Mechaal
Source : Palestinian Informa-

Jusqu'en mars 2004, date de l'élimination de chaykh Ahmad Yassine par l'armée israélienne, la conduite de Hamas était soumise au jugement final de son fondateur et guide spirituel. Suite à l'élimination un mois plus tard de son successeur, Abdel Aziz Rantisi, le mouvement a décidé de taire l'identité de son chef suprême. Le tout nouveau président du Bureau politique, K. Mechaal, s'est alors retrouvé en première ligne jusqu'à faire oublier qu'il était censé être soumis à une autorité supérieure[13]. Il a ainsi dû assumer devant l'opinion publique le rôle normalement dévolu au chef suprême : construire et incarner le consensus entre les divers pôles du mouvement qu'il s'agisse de géographie (Gaza, Cisjordanie, prisons israéliennes, Damas), de domaines d'activités (le

tion Center

militaire, le politique, l'associatif) ou de personnalités (Ismail Haniya, le Premier ministre de Gaza, Mahmoud Zahar, l'ancien ministre des Affaires étrangères, K. Mechaal, M. Abou Marzouk, etc.). Tel un caléidoscope, en effet, le mouvement doit en permanence se recomposer selon les moments et les dossiers loin de toute polarisation figée entre des « radicaux » ou des « modérés », « l'intérieur » et « l'extérieur », etc.

En préférant pour interlocuteur à l'Autorité de Gaza une organisation politique et militaire, Hamas, Israël a conféré à K. Mechaal un rang d'homme d'État[14]. Ce rang, faut-il le rappeler, lui avait déjà été dévolu par M. Abbas lui-même. Par son cumul des casquettes, en effet, le président palestinien s'était retrouvé à traiter avec lui d'égal à égal à l'occasion de la signature des différents accords de réconciliation, même si c'était supposément en tant que chef de Fatah. Certains gouvernements arabes, par ailleurs, ont apporté leur propre contribution à cette promotion, Qatar en tête, tout particulièrement depuis l'éclosion des « printemps ».

Son classicisme

Le discours tenu le 8 décembre 2012 à Gaza par K. Mechaal[15] à l'occasion du 25^e anniversaire de son mouvement et le décor devant lequel il l'a prononcé (muraille de Saint-Jean-D'acre et un missile Fajr 5 de conception iranienne estampillé « made in Palestine ») ont déstabilisé nombre d'observateurs. Entendant son soutien apporté depuis Le Caire ou Doha à un État palestinien dans les territoires occupés en 1967[16], ils en avaient conclu à sa disposition à reconnaître prochainement l'État d'Israël en dépit de ses dénégations. Ce faisant, ils opposaient alors K. Mechaal, censé incarner une ligne « modérée » encouragée par Qatar, au leadership gazaoui, censé demeuré fidèle à une ligne « dure » encouragée par l'Iran. En réalité, loin de constituer un double langage, ses propos ne faisaient que renvoyer au discours traditionnel du mouvement dont les deux niveaux – le religieux immuable et le politique pragmatique – étaient indubitablement dissociés par ces observateurs.



Gaza, 8 décembre 2012

Source : [Palestinian Information Center](#)

Plaçant au cœur de sa mission la sauvegarde du croyant et de la communauté dans la soumission à Dieu, Hamas ne fait que mettre en l'œuvre la tradition sunnite la plus classique. C'est dans ce cadre, par exemple, qu'il négocie âprement le sort de ses prisonniers et qu'il se montre prêt à négocier la question des réfugiés[17]. Imaginer, en revanche, qu'il accepterait de négocier le statut et les frontières d'un État palestinien dans une Palestine partagée repose sur un contresens total dans l'approche des principes du mouvement périodiquement rappelés à l'identique : la bénédiction divine accordée aux « confins d'Al-Aqsa » mentionnée dans le Coran fait de la Palestine une terre islamique de toute éternité à laquelle nul ne saurait renoncer. Cette approche de l'islamité de la Palestine et de l'inéluçabilité eschatologique de la restauration d'une souveraineté musulmane n'a, pour autant, jamais contraint le mouvement à refuser la création d'un État sur les seuls territoires occupés en 1967. Accepter un État selon les lignes de cessez-le-feu de 1949, en effet, part du constat du résultat d'un simple rapport de forces, l'occupation par le vainqueur, et ne fait qu'appeler à son inversion. Négocier la frontière ou réclamer le respect des lignes du plan de partage de 1947, en revanche, reviendrait à reconnaître la légitimité de l'abandon d'une partie de la Palestine. La fin de l'occupation des territoires occupés en 1967 débouchera, toujours selon Hamas, sur l'arrêt de la violence exercée contre leur population. Il sera alors temps de mettre en place une trêve totale avec le voisin israélien. Le calme ainsi obtenu permettra alors de négocier avec sérénité les questions humanitaires.

Son originalité

Loin du double langage et de toute schizophrénie entre un Mechaal de Doha/Le Caire et un Mechaal de Gaza, le chef du bu-

reau politique incarne ainsi au sortir de l'opération israélienne une alchimie politique et diplomatique jusque là inédite et hautement instable, comme il a été montré plus haut. Icône de la résistance armée de Gaza, c'est aussi lui qui, le premier parmi les responsables de Hamas, apporte son soutien à l'initiative de M. Abbas visant à obtenir un statut d'État observateur à l'ONU. Pièce maîtresse de Qatar sur la scène palestinienne qui a conduit le retrait de la direction de son mouvement hors de Syrie, c'est aussi lui qui est amené à féliciter l'Iran pour son soutien financier et en armement aux Gazaouis. A-t-il lui-même été l'artisan du maintien de ces liens ou n'est-il que le récupérateur plus ou moins forcé d'initiatives prises par d'autres, l'histoire le dira. Il assume en tous cas l'ensemble de ces positions qui peuvent apparaître comme contradictoires mais dont l'association serait féconde.



Gaza: la campagne de remerciements à l'Iran
Source : Quds Net News Agency

* *

*

Au-delà de sa centralité boostée par la résistance de novembre, l'avenir de K. Mechaal suscite bien des interrogations. Dès janvier 2012, en effet, il annonçait ne pas vouloir briguer sa propre succession à la tête du bureau politique dans des élections qui devaient se tenir au cours de l'année mais qui ont du être reportées du fait de l'actualité. En dépit de nombreuses pressions, tant internes qu'externes, périodiquement réitérées au cours de l'année pour le faire revenir sur sa décision et malgré la hausse de sa popularité, cette décision est encore aujourd'hui officiellement d'actualité. Quels dividendes entend-t-il tirer de cette popularité qu'il a su cultiver avec tant de brio dès lors qu'il ne s'agirait plus de la direction de son mouvement ? Certaines voix, israéliennes mais également palestiniennes, évoquent un projet de conquête de la présidence de l'Autorité palestinienne et/ou de l'OLP, projet qui éventuellement bénéficierait des encouragements des « parrains » de l'orbe des Frères musulmans[18]. Cette hypothèse renvoie directement à la question de la réconciliation nationale dont K. Mechaal, durant l'année écoulée, s'est fait le héraut au sein de Hamas sous égide qatarie. Ce dossier, duquel Israël n'est jamais éloigné, constitue en tous cas un passage obligé pour la tenue d'élections que Hamas serait censé penser pouvoir emporter.

La victoire de Hamas sur Ramallah

Au sortir du conflit de novembre, si la revendication d'une victoire militaire de Hamas sur Israël peut être contestée, la victoire politique du mouvement islamiste sur ses rivaux de Ramallah (présidence, conseil des ministres et, accessoirement Fatah[19]) semble bien avérée, au moins sur le court terme. C'est dans ce contexte que les deux pôles de la vie politique palestinienne, poussés par leurs parrains, ont accepté la relance du processus de réconciliation nationale gelé depuis un an. Loin de l'optimisme unanimement affiché par les parties, la probabilité d'une mise en œuvre du processus jusqu'à son terme me semble devoir être questionnée.

La défaite de Ramallah

La victoire sans partage de Hamas aux élections législatives de janvier 2006 peut, certes, paraître ancienne tandis que bon nombre d'observateurs font périodiquement état d'un émoussement de sa popularité[20]. Hamas, cependant, manifeste un indéniable savoir-faire dans l'exploitation de son statut d'icône d'une résistance qui paie face à Ramallah dont l'impuissance est soulignée alors même que sa coopération sécuritaire avec Israël est dénoncée par certains comme de la collaboration.

La 'victoire' de novembre dernier avait, d'ailleurs, été précédée de la victoire, indéniable celle-là, d'octobre 2011 quand Hamas avait obtenu d'Israël la libération d'un millier de prisonniers de tous bords politiques en échange du soldat Gilad Shalit. Son exemplarité est telle en Cisjordanie que certains groupes paramilitaires de l'orbe Fatah semblent bien avoir été impliqués dans des heurts avec les Israéliens en novembre et décembre. La victoire de Hamas, enfin, peut être inférée de la marginalisation de la présidence palestinienne opérée par Israël et par une grande partie de la communauté internationale mais également infligée à elle-même par son propre détenteur.

A la différence de l'OLP incapable d'obtenir d'Israël une négociation qui ne soit pas une reddition, sans renier ses principes Hamas ainsi s'est vu offrir par Israël de participer au seul canal diplomatique qu'il entretient aujourd'hui avec les Palestiniens.

L'opération de novembre, par ailleurs, a suscité un vaste mouvement diplomatique qui, conjuguant solidarité (visites à Gaza de ministres égyptien, tunisiens, turc, et du secrétaire-général de la Ligue arabe) et médiations, a *de facto* tenu Ramallah à l'écart. Le ballet s'est ensuite poursuivi avec, par exemple, la visite du Premier ministre malais en janvier. L'Émir de Qatar avait affiché dès le mois d'octobre 2012 son dédain pour Ramallah en se rendant à Gaza sans faire le détour par la *muqataa* ; parallèlement, il multipliait les aides auprès de l'Autorité de Gaza et prenait en charge l'approvisionnement de Gaza en fuel tout en se refusant à honorer ses promesses d'assistance à l'Autorité de Ramallah faites à la [conférence des donateurs](#) tenue à Paris en décembre 2007[21]. Décidé à se rendre également à Gaza, le président tunisien, cependant, accédait fin janvier à la demande de M. Abbas de reporter sa visite après la conclusion de la réconciliation nationale.

Enfin, en s'abstenant de se rendre à Gaza sous les bombes, chose inimaginable de la part d'un Yasser Arafat, M. Abbas s'est lui-même marginalisé, souscrivant, une nouvelle fois, à la déchirure entre Gaza et Cisjordanie quand il est censé incarner l'unité du peuple palestinien tout entier[22].

L'assurance de Khaled Mechaal

Dans un tel contexte, loin de toute symétrie la permission donnée par l'Autorité de Ramallah à la tenue en décembre 2012 de meetings de Hamas dans toute la Cisjordanie semble bien traduire la faiblesse de celle-ci. La permission donnée à Fatah par l'Autorité de Gaza de tenir un rassemblement le 4 janvier 2013 renverrait, quant à elle, à la confiance en soi de Hamas. Après plus de cinq ans d'interdictions réciproques de laisser Fatah et Hamas pratiquer des activités publiques, l'Autorité de Ramallah a du céder la première ; la 'victoire' récente de Hamas ne lui laissait guère le choix. Cependant, si la permission de tenir son meeting sur la plus grande place de Gaza a pu être obtenue de l'Autorité de Gaza par Fatah, c'est, semble-t-il, du fait de fortes pressions exercées par K. Mechaal lui-même sur un leadership gazaoui frileux et décidé à ne lui accorder qu'un endroit plus étroit.

L'Autorité de Gaza avait pourtant décidé dès le 25 novembre l'amnistie de tous les membres de Fatah impliqués dans les violences de 2007 qui se voient soit libérés soit octroyés la possibilité de revenir à Gaza après un exil choisi. Les bureaux du mouvement, par ailleurs, obtenaient la permission de rouvrir. En dépit des centaines de milliers de participants à son meeting de janvier, Fatah demeure profondément affaibli à Gaza[23]. Quasi ruiné par des années d'interdiction à mener des activités publiques mais aussi et surtout par son incapacité à analyser les causes de sa défaite électorale de 2006, il se montre incapable jusqu'à ce jour de se trouver de nouveaux leaders, toujours miné par les ingérences de Muhammad Dahlan[24], son ancien homme fort.

C'est également à travers le prisme de l'assurance que je proposerais de lire le soutien apporté au tout dernier moment par K. Mechaal à la démarche de M. Abbas visant à obtenir un statut d'État (non membre) observateur à l'ONU. L'engagement sur le chemin de la résistance armée dont le mouvement venait récemment de faire preuve lui épargnerait à coup sûr toute accusation de résignation à une démarche en réalité jamais vraiment condamnée mais simplement dédaignée car jugée stérile dans le contexte actuel[25]. Gage peu coûteux donné à ses parrains arabes, ce soutien permettait par ailleurs d'éviter à Hamas de se tenir à l'écart de la fierté nationale qui ne manquerait pas de s'exprimer, même de façon éphémère, à l'issue du vote attendu.

L'appel à la réconciliation

Maître d'œuvre de l'accord de Doha de février 2012 côté Hamas, K. Mechaal apparaît une nouvelle fois en première ligne des nouvelles tentatives visant à conclure la réconciliation nationale sur la base des termes de ce même accord[26]. Qatar et Égypte mobilisent une fois encore leurs diplomates et militaires quand le président égyptien Mohamed Morsi s'implique directement, en tous cas à leurs débuts. En février 2012, pourtant, le chef du bureau politique avait quasiment fait cavalier seul. S'étant vu imposé un accord sur le contenu duquel ils n'avaient à l'évidence pas été consultés, ses pairs n'hésitèrent pas à l'époque à faire état sur la place publique de leurs réserves sur certains points, tout particulièrement l'accord de principe sur la désignation de M. Abbas au poste de Premier ministre du cabinet intérimaire de technocrates chargé d'organiser de nouvelles élections présidentielle et législatives au terme d'une période de six mois.



Gaza, 22 novembre 2012

De gch à dr : Nabil Chaath, Ismail Haniya, Ziyad Nakhkhala et Ahmad Bahar

Source : [Maan](#)

En janvier 2013, un accord est trouvé sur le calendrier des négociations à mener sur les dossiers sensibles, réforme de l'OLP, établissement du cabinet et choix du Premier ministre, unification des appareils sécuritaires et des autres institutions de Cisjordanie et de Gaza, etc. Les premières réunions sont organisées, directes ou indirectes, à Gaza ou à l'étranger. Fin janvier, l'Autorité de Gaza donne son feu vert à l'actualisation des listes électorales jusque là refusée à la Commission de Ramallah et Hamas renouvelle l'accord de principe pour que M. Abbas assume la charge de Premier ministre intérimaire, le cabinet étant censé être constitué le 30. Une convocation au Caire du Conseil central de l'OLP, l'instance intermédiaire entre le Conseil national (CNP) –le « parlement » de l'OLP– et le Comité exécutif, est annoncée pour la mi-février afin d'étudier la réforme de l'OLP.

Sur le terrain, la 'victoire' de Gaza ne semble pourtant n'avoir eu d'effets qu'éphémères sur le rapport de forces entre Hamas et Fatah. Deux mois après la fin des opérations israéliennes, en effet, la réciprocité des mesures prises par Gaza se fait attendre en Cisjordanie. Sitôt leurs meetings respectifs tenus en Cisjordanie et à Gaza, la sécurité de Cisjordanie a repris ses arrestations dans les rangs de Hamas et ses bureaux n'ont pas rouvert. Du coup, fin janvier, des journalistes Fatah étaient à leur tour brièvement arrêtés à Gaza, accusés d'œuvrer pour M. Dahlan. Début février, force est de constater que des réunions prévues ont été annulées, que la constitution du cabinet a été reportée d'un mois et que le Conseil législatif n'a pas été réactivé en tant que structure unifiée avec sa majorité Hamas issue des élections de 2006.

Les dossiers de fond de la réconciliation sont ainsi toujours aussi complexes, objets de positions contradictoires sinon irréciliables pour des raisons tant d'appareils que d'idéologies. Par ailleurs, outre Hamas et Fatah, leur discussion implique la présence –même marginale– du MJIP et des organisations de la gauche nationaliste. Les intérêts étrangers ne sont eux-mêmes pas absents.

L'organisation d'une élection au suffrage direct par l'ensemble des Palestiniens de par le monde du nouveau CNP, prévue pour la réforme de l'OLP, pose ainsi des problèmes tant diplomatiques que juridiques et pratiques qui n'ont été, semble-t-il, que très approximativement abordés[27]. L'organisation d'une élection présidentielle et d'élections législatives auxquelles Hamas participerait avec une probabilité de victoire pourrait, quant à elle, sans difficulté être entravée sinon empêchée par une simple décision israélienne d'interdiction du scrutin à Jérusalem-est ; utilisé comme instrument de la cassure entre Gaza et Cisjordanie, Hamas ne peut guère être toléré par Israël comme ciment de la réunification. L'accord de réconciliation apparaît lui-même dépassé, ou en tous cas problématique, en ce qui concerne le cadre de ces élections présidentielle et législatives censé être celui de l'Autorité intérimaire d'autonomie créée par les accords d'Oslo ; même si elle n'a pas été formellement dissoute, en effet, celle-ci a été officiellement remplacée en janvier par un État dont tous les Palestiniens sont

appelés à être les citoyens. Le maintien des conditions du Quartet, enfin, empêche jusqu'à aujourd'hui d'envisager toute normalisation des relations entre la communauté internationale et une Autorité ou un État contrôlé par Hamas.

Ainsi, tant les facteurs internes au camp palestinien que les facteurs externes rendent l'hypothèse d'une réconciliation nationale imminente bien improbable en dépit des pressions qui semblent réelles de la part de l'Égypte et de Qatar. Il convient dès lors de se poser la question des objectifs assignés par les deux grandes parties palestiniennes en présence à la reprise des négociations.

Une première hypothèse ferait de la confiance de soi la base de la relance. K. Mechaal aurait ainsi décidé son mouvement à exploiter sa 'victoire' sur Israël en la transformant sur ses rivaux de Ramallah ; le vent de l'histoire que constitueraient les victoires des Frères musulmans dans le cadre des divers « Printemps » arabes et de la Turquie ne manquerait pas d'apporter son concours tant à Hamas qu'à Qatar. Disposant d'une marge de manœuvre réduite, Ramallah aurait pensé jouer de sa 'victoire' à l'ONU, porté par l'espoir d'une relance de la diplomatie américaine à l'occasion de la réélection de Barack Obama qui la remettrait en scelle face à un B. Netanyahu lui aussi reconduit mais affaibli. Après avoir estimé posséder suffisamment d'atouts pour faire valoir ses positions sur l'autre partie, chacune d'entre elles a du ensuite rabattre de sa superbe.

Une seconde hypothèse, plus complémentaire d'ailleurs que contradictoire avec la première, ferait de la réconciliation, grâce à son absence d'accomplissement, un simple instrument utilisé par Hamas pour asseoir encore plus son contrôle sur la bande de Gaza et améliorer sa position en Cisjordanie. Il s'agirait ainsi d'apparaître comme le plus généreux pour, *in fine*, affronter en position dominante un refus de Fatah et des internationaux jugé inéluctable. Une sorte de réconciliation minimale serait alors à son avantage, même si certains leaders de Gaza, comme le ministre Ziyad al-Zaza le 31 janvier, affirment que l'accord constitue un tout dont les mesures ne sauraient être débitées en tranches. Une normalisation de la vie politique à Gaza lui permettrait à coup sûr d'affermir son autorité. Entamée avec la réintroduction de Fatah sur la scène publique, elle pourrait être couronnée, grâce à la mise à jour des listes électorales effectuée par la Commission de Ramallah, avec l'organisation d'élections locales exemplaires, à la différence de celles organisées en octobre dernier en Cisjordanie. Une réconciliation minimale pourrait également lui permettre éventuellement de reprendre des activités associatives publiques en Cisjordanie, activités qui constituent le cœur de son identité traditionnelle ordonnée au long terme.

Le scénario mentionné plus haut (note 18) d'un projet de conquête militaire de la Cisjordanie ne me semble bénéficier d'aucune vraisemblance. Hamas, en effet, ne dispose d'aucun des moyens nécessaires : les années de répression menée par les forces de sécurité mises en place par les parrains américain et israélien ont déstructuré son aile militaire, laquelle n'a jamais bénéficié d'une latitude à s'armer comparable à celle de son homologue de Gaza. De plus, Hamas n'a d'intérêt pour Israël, comme j'espère l'avoir montré, qu'en tant que facteur de division et épouvantail pour la communauté internationale ; même si le mouvement se contentait simplement de réchauffer le front cisjordanien – ce dont je doute au vu de sa demande d'activités associatives – pour désigner l'incompétence de Fatah et proposer de meilleurs services, le refus israélien serait assuré.

Dans un tel contexte, quel pourrait être l'objectif personnel de K. Mechaal ? Son abandon de la direction du bureau politique a été présenté par certains comme un préalable à son entrée dans la course à la présidence soit de l'Autorité soit de l'OLP. L'argument ne tient ni pour l'Autorité, dès lors que M. Abbas, son actuel président, est également chef d'une organisation politique, ni pour l'OLP, dès lors que les membres de son Comité exécutif, parmi lesquels son président est choisi, sont dans leur grande majorité les chefs des divers mouvements membres de l'Organisation. Mon évaluation – toute personnelle – ferait plutôt état d'un espoir d'obtenir un poste de prestige au sein d'une institution panarabe ou panislamique, porté par ce vent de l'histoire dont j'ai parlé plus haut.

Quelques pistes de réflexion



L'improbabilité d'une réconciliation renvoie ainsi, comme j'espère l'avoir montré, à des logiques antagonistes d'appareils et d'idéologies. Mon appréciation repose également sur la prise en compte d'une réalité sociale relativement récente mais profonde et, me semble-t-il, durable : l'exigence de réconciliation, prétendument profondément enracinée dans les populations tant à Gaza qu'en Cisjordanie, apparaît bien superficielle, en effet, si l'on prend en considération la fugacité des manifestations qui, au printemps 2011, réclamaient « la fin de la division ». Les préoccupations premières de la population, tant à Gaza qu'en Cisjordanie, me paraissent ainsi ailleurs.



The People Want to
End the Divi-
sionSource : *Stop In-
qisam*

En Cisjordanie, la population témoigne d'une sorte de mise entre parenthèses de la logique de résistance à l'occupation au profit de l'adoption d'une logique de revendications sociales face à l'Autorité, le tout dans la désillusion politique. Même si des bouffées de violence ont récemment éclaté contre des soldats ou des colons, la solidarité avec Gaza bombardée a été mesurée comme elle a été inexistante ces dernières années avec Gaza assiégée. La résistance civile de type *Bil'in* n'a pas fait école et les tentatives de renouvellement de ce type de mobilisation avec la création, à deux reprises en janvier, « d'implantations sauvages » palestiniennes dans la zone C (les 60 % de la Cisjordanie qui échappent à l'autonomie) ont été saluées, sans plus. Ni le soutien accordé à l'Autorité, par exemple manifesté à l'occasion de l'entrée à l'ONU de l'État de Palestine, ni l'opposition à cette même Autorité, par exemple manifestée par le boycott des élections locales d'octobre, ne se sont transformées en mobilisation de masse durable. La révélation des concessions faites par le leadership palestinien sur les questions de Jérusalem et des réfugiés à travers celle des *Palestine Papers* n'avait elle-même entraîné en janvier 2011 qu'une mobilisation de dénonciation des plus réduite. *Last but not least*, la segmentarité de la société, jusque là habituellement contenue par l'aspiration nationale, a surgi en janvier 2013. La limitation de l'effacement par l'Autorité de la dette accumulée dans le règlement des factures d'électricité aux seuls réfugiés des camps, censés être les plus démunis, a suscité une mobilisation citadine telle que la mesure a du être élargie à l'ensemble de la population.

Distraite de la résistance à l'occupation, la population est entrée, ces derniers mois, dans la logique des revendications sociales à l'encontre de l'Autorité. Ainsi, l'année 2012 a vu se multiplier les grèves, sit-in et manifestations (mars, juillet, septembre, janvier 2013) accompagnés parfois d'affrontements violents avec la police ; des immolations par le feu ont même eu lieu. Il s'agissait de dénoncer des augmentations (fuel, aliments, etc.) ou les retards dans le paiement des fonctionnaires (entre 19 et 25 % de l'emploi), d'exiger le retrait de nouveaux taux de TVA, l'augmentation des salaires ou encore l'égalité dans l'effacement de la dette de l'électricité.

En dépit d'incursions périodiques et du maintien de nombreux check-points et autres obstacles, l'occupant est ainsi parvenu à s'effacer suffisamment pour détourner le ressentiment de la population à son encontre vers l'Autorité en charge de son quotidien immédiat, même si les plus politiques demandaient l'abrogation des accords de Paris de 1994 qui règlent les relations économiques entre Israël et Palestine.

Mais ces revendications sont également la rançon du fayyadisme : chargé par les donateurs internationaux d'implanter le néolibéralisme en Palestine, Salam Fayyad, Premier ministre de Ramallah et ancien fonctionnaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, a su populariser des habitudes de consommation jusque là inconnues, proscrites par patriotisme ou inatteignables pour la majorité[28]. En rendant la population captive de ses prêts bancaires à la consommation et pour l'immobilier, il la détournait d'aspirations nationales quand les nouvelles recrues dans les forces de sécurité se devaient de témoigner d'une absence totale d'engagement organisationnel (y compris Fatah).

A Gaza, la logique de résistance d'une population quotidiennement confrontée à la violence du blocus et des opérations militaires périodiques désamorçait en partie, mais en partie seulement, les revendications sociales de même type. Des manifestations, d'ailleurs, ont eu lieu en 2012 avec des immolations par le feu comme en Cisjordanie. Selon toute vraisemblance, l'épisode de novembre ne constituera ainsi qu'une parenthèse dès lors que l'économie des tunnels, indispensables pour la survie de la population sous blocus, engendre l'enrichissement rapide et considérable d'une mince couche de la population alors même que la majorité vit sous le seuil de la pauvreté[29].

Cette nouvelle prégnance de la question sociale, enfin, m'amène à douter de l'imminence d'une troisième intifada. En premier lieu, une intifada ne se décrète pas. L'absence de réponse populaire apportée aux appels de la « Troisième intifada » en 2011 comme aux appels à répétition lancés depuis sa prison israélienne par Marwan Barghouti, l'ancien leader de l'intifada Al-Aqsa, en constitue la preuve. Même si leur nombre est en augmentation, les incidents violents qui ont éclaté récemment en Cisjordanie entre Palestiniens et Israéliens sont, par ailleurs, toujours restés localisés, réponses ponctuelles à des provocations de colons ou de soldats.

* *

*

Deux mois après la 'victoire' de Hamas, les annonces péremptoires du couronnement prochain des négociations du dialogue national relancées ces dernières semaines après une année d'interruption ne me convainquent donc pas. Je continue à douter de la capacité des parties en présence à dépasser leurs antagonismes et à contrer les pressions dont elles font l'objet pour parvenir à sceller une réconciliation pleine et entière. La déconnection entre la bande de Gaza et la Cisjordanie voulue par Israël et, *de facto*, entretenue par la communauté internationale et les deux principales parties palestiniennes en présence m'apparaît dès lors comme appelée à perdurer. Les interrogations manifestées par Freih Abu Middein en pleine résistance palestinienne sur ses capacités unificatrices risquent ainsi de devoir être rangées au rayon des espoirs utopiques portés par un vieux patriote libéré de tous liens organisationnels.

Bibliographie

Clark, Liat, "[Israel trains teen cybersleuths, but loses social media war to Hamas](#)", wired.co.uk, 4 janvier 2013.

In the Aftermath of Operation Pillar of Defense. The Gaza Strip, November 2012, Shlomo Brom (Ed.), Tel-Aviv, The Institute for National Security Studies, décembre 2012, 102 p.

International Crisis Group, "[Israel and Hamas: Fire and Ceasefire in a New Middle East](#)", ICG Middle East Report, n°133, Bruxelles-Washington, 22 novembre 2012, 32 p.

International Monetary Fund, "[Recent Experience and Prospects of the Economy of the West Bank and Gaza](#)", New York, 23 septembre 2012, 40 p.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., "[The Political Economy of the West Bank. An attempt to explain the economic protests in September 2012](#)", 13 décembre 2012, 8 p.

Malka, Haim, "[Middle East Notes and Comment: Hollow Victory](#)", Washington, CSIS (Center for Strategic and International Studies), 14 décembre 2012, 2 p.

Rabbani, Mouin, "[Qatar and the Palestinians](#)", in "Qatar – Aspirations and Realities", *Perspectives*, n° 4, Tunis-Beyrouth-Ramallah, Heinrich-Böll-Stiftung, 26 novembre 2012, p. 42-45.

Segell, Glen, *Israel, Hamas and Gaza 14-21 November 2012: Operation Pillar of Defense; Operation Stones of Shale; Operation Blue Sky*, London Security Policy Study, 1er décembre 2012, 71 p.

Shalom, Zaki, "[Has Operation Pillar of Defense Enhanced Israel's Deterrence?](#)", e-International Relations, 6 janvier 2013, 6 p.

[1] Seule la victoire médiatique est concédée suite à une étude menée par Tomer Simon et Erez Cohen de l'université Ben-Gourion. Lire la bibliographie générale qui figure en fin d'article.

[2] Freih Abu Middein (فريح أبو مدين), « La bataille de Karameh et la guerre des Pierres d'argile » (معركة الكرامة وحرب حجارة السجيل), *Al-Quds Al-'Arabî*, 19 novembre 2012.

[3] Lire, par exemple, interview de [Mahmoud Al-Zahar](#) dans *Al-Charq Al-Awsat*, 23 novembre 2012.

[4] La désigner comme « opération Pilier de défense » serait partial et partiel tant ses dénominations renvoient à des historiographies partisans. "[Pillar of defense](#)" n'est, en réalité, qu'une version laïque et volontairement défensive d'une appellation aux accents bibliques dans sa langue d'origine : "*Amoud Anan*" (עמוד ענן), cette « [colonne de nuée](#) » qui précédait le jour les hébreux, lors de leur fuite hors d'Égypte, quand une colonne de feu les protégeait la nuit (Exode, 13,21-22). Pour la première fois, les parties palestiniennes ont tenu à contester l'unilatéralisme habituel de l'historiographie israélienne en se construisant un rôle d'acteur à travers des dénominations propres. Quand Hamas fait également appel à Dieu et parle de l'opération "*Hajarat Al-Sajjil*" (حجارة السجيل), ces « [Pierres d'argile](#) » que Dieu fait pleuvoir sur les ennemis de l'islam (Coran,

105), le MJIP se contente d'un sobre *Al-Samâ' Al-Zarqâ* (السماء الزرقاء), un « **Ciel bleu** » éclairci de la nuée israélienne.

[5] S'il faut en croire Ahmed Eleiba, "**Cease-fire on paper**", *Al-Ahram Weekly*, 23 novembre 2012, seule source que j'ai pu trouver à évoquer cette question, la version du texte en arabe aurait été signée par Hamas, celle en anglais par Israël quand les deux auraient été signées par l'Égypte. La fiction de l'absence de toute négociation entre Israël et Hamas est ainsi maintenue quand les États-Unis, impliqués dans la négociation avec la présence dans la région de la secrétaire d'État Hillary Clinton, ne sont pas signataires. Rien n'est dit sur la signature éventuelle du MJIP, partie de la négociation.

[6] En juin 2007, Hamas avait pu anticiper un putsch mené par les forces fidèles à la présidence et par Fatah grâce à une fuite dans la presse israélienne due, selon toute vraisemblance, aux autorités israéliennes. Lire David Rose, "**The Gaza Bombshell**", *Vanity Fair*, avril 2008.

[7] Lire Jean-François Legrain, « **Gaza : la fois de trop ?** », IREMAM, 22 novembre 2012. Le réchauffement de la frontière depuis l'été 2012 pouvait être interprété comme une ultime montée des enchères dans la négociation en cours comme la manifestation des limites du contrôle de Hamas sur ces concurrents ou encore la réponse à la multiplication des éliminations ciblées israéliennes et du bombardement en octobre dans la banlieue de Khartoum d'une usine suspectée de produire des armes à destination de Gaza. En éliminant Ahmad Jaabari, le chef militaire de Hamas à Gaza, le gouvernement israélien initiait le 14 novembre un cycle de violences de haut niveau, rompant ainsi avec le mode opératoire des deux années qui avaient précédé. Ce faisant, il éliminait une nouvelle fois un interlocuteur en passe de boucler un accord de cessez-le-feu, par ailleurs premier interlocuteur des Égyptiens dans le cadre du comité conjoint de sécurité auquel il avait contribué à la mise en place récente. Israël suscitait ainsi des interrogations légitimes sur sa volonté affichée d'assurer le calme complet sur sa frontière avec Gaza. Cette approche, dénoncée ou ignorée par bien des observateurs de l'extérieur, est pourtant partagée par quelques analystes israéliens comme Aluf Benn, "**Israel killed its subcontractor in Gaza**", *Haaretz*, 14 novembre 2012 et Reuven Pedatzur, "**Why did Israel kill Jabari?**", *Haaretz*, 4 décembre 2012, ou encore le médiateur côté israélien, Gershon Baskin, "**Israel's Shortsighted Assassination**", *The New-York Times*, 16 novembre 2012. Pour une thèse aux antipodes de la mienne, lire Marc Brzustowski, « **Le pari du Hamas et de l'Iran sur une escalade régionale avorté** », Le blog de Gad, 23 novembre 2012.

[8] Le **30 janvier 2006**, le Quartet (Nations-Unies, États-Unis, Union européenne et Russie) conditionna tout contact avec Hamas à un "commitment to the principles of nonviolence, recognition of Israel, and acceptance of previous agreements and obligations, including the Roadmap". Les termes diffèrent de ceux employés dans la déclaration du **26 janvier 2006** : "A two-state solution to the conflict requires all participants in the democratic process to renounce violence and terror, accept Israel's right to exist, and disarm, as outlined in the Roadmap". Empêtrée dans son boycott de Hamas, la prétention de la France à établir une médiation en envoyant son ministre des Affaires étrangères, côté palestinien, à Ramallah n'en est que plus navrante.

[9] Les versions **anglaise** et **arabe** du texte sont accessibles sur Maan.

[10] Selon les statistiques établies le 22 novembre par l'OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) des Nations unies dans les Territoires occupés, 103 Palestiniens et 4 Israéliens ont été tués, 1 269 Palestiniens et 224 Israéliens ont été blessés quand à Gaza 298 maisons ont été détruites ou sérieusement endommagées.

[11] En rétorsion à la démarche palestinienne visant à obtenir un siège d'État non membre observateur à l'ONU en novembre 2012, Israël a une nouvelle fois décidé d'asphyxier l'Autorité en retenant quelques 120 millions de dollars sur les taxes appelées à être reversée chaque mois au titre de l'Accord de Paris de 1994 et qui représentent 70 % du budget de l'Autorité. Le gouvernement Netanyahu s'était pourtant mobilisé –en vain– en juillet 2012 pour tenter de convaincre le FMI d'octroyer un prêt d'un milliard de dollars à l'Autorité afin de la sauver d'une banqueroute qui risquait de le renvoyer à ses responsabilités de puissance occupante. L'Autorité a vu parallèlement les contributions des donateurs passer de 1,8 milliard de dollars en 2008 à 1,1 milliard en 2010 (soit une chute de la participation au PNB de 21 % à 11 %), l'aide des États arabes étant passée de 500 millions à 200 sur la même période. Israël a également imposé ces dernières de nouvelles restrictions à l'importation de produits palestiniens.

[12] Lire Rafael Advanced Defense Systems Ltd, "**Defense Against Short Range Artillery Rockets**", sans date.

[13] Nul ne sait si le détenteur de cette autorité a été maintenu dans ses responsabilités, a été remplacé ou même si cette fonction existe encore.

[14] Dont l'importance avait été reconnue dès 1997 à travers une tentative d'élimination menée à Amman par le Mossad.

[15] Lire le dossier consacré au 25^e anniversaire du mouvement (ملف خاص في ذكرى انطلاق حركة المقاومة الإسلامية حماس الـ 25) sur le site du Palestinian Information Center. Les citations en anglais les plus longues de son discours sont à trouver dans Saleh Al-Naami, "Hardened moderation", *Al-Ahram Weekly*, 12 décembre 2012.

[16] Lire, par exemple, l'interview donnée au Caire le 21 novembre 2012 à Christiane Amanpour de CNN.

[17] Lire, par exemple, la très instructive contribution du principal conseiller d'Ismaïl Haniya, Ahmed Yousef, "Pause for peace", *New-York Times*, 1er novembre 2006 : "We Palestinians are prepared to enter into a *hudna* [truce] to bring about an immediate end to the occupation and to initiate a period of peaceful coexistence during which both sides would refrain from any form of military aggression or provocation. During this period of calm and negotiation we can address the important issues like the right of return and the release of prisoners. If the negotiations fail to achieve a durable settlement, the next generation of Palestinians and Israelis will have to decide whether or not to renew the *hudna* and the search for a negotiated peace."

[18] Lire par exemple Walid 'Awad (وليد عوض), "Mechaal essaie d'obtenir la présidence de l'OLP avec le soutien de certains États arabes [...]" (مشعل يحاول تولي رئاسة منظمة التحرير بدعم من دول عربية وفتح 'تراهن على رفاق الدرب من الفصائل للاحتفاظ بالموقع), *Al-Quds Al-'Arabî*, 28 janvier 2013 ou Shlomi Eldar, "Is Hamas Laying a Trap For Fatah in West Bank?", *Al-Monitor.com*, 7 janvier 2013. Des milieux du renseignement israélien font également état de cet appétit de puissance qu'ils pensent en termes de coup d'État en Cisjordanie, in Uzi Mahnaimi, "Israel fears plot by Hamas to seize West Bank", *Sunday Times*, 23 décembre 2012.

[19] L'harmonie entre les trois instances, longtemps réelle, n'est aujourd'hui que virtuelle. L'état calamiteux des relations personnelles entretenues par le président avec son Premier ministre est connu. Chargé de la mise en place d'un cabinet « transparent », c'est à dire apolitique au sens de l'abandon de tout engagement national classique au profit d'une soumission aux directives des donateurs et de l'occupant, Salam Fayyad se voit, par ailleurs, sans cesse dénoncé par Fatah comme le réducteur de son influence. Ces dernières semaines, les incidents se sont ainsi multipliés en Cisjordanie, tout particulièrement dans les camps de Jénine et de Balata près de Naplouse, entre forces de sécurité et des éléments armés de Fatah qui dénonçaient leur abandon par l'Autorité.

[20] Fantôme ou réalité : les sondages d'opinion en Palestine, dénués de toute crédibilité, sont en tous cas bien incapables de donner une évaluation de cet amoindrissement.

[21] La désignation du chef de Hamas est elle-même devenue un enjeu diplomatique régional sinon international. Il s'agit là de nouvelles manifestations de ce que j'ai qualifié de « dépaletinisation ». La Palestine est redevenue ces dernières années la caisse de résonance des intérêts étrangers contradictoires comme ce fut le cas avant 1967 avec l'OLP de la Ligue arabe et dans les années 1970 et au début des années 1980 avec certaines organisations de guérilla simples mandataires d'États de la région. Nous sommes là confrontés à l'inverse de ce que l'OLP avait réussi à mettre en œuvre à partir de la fin des années 1960 : la « paletinisation » de l'identité à travers l'apparition de la revendication de souveraineté nationale sur une terre dorénavant construite en territoire et identifiée comme paletinienne et la « paletinisation » du politique et du militaire avec l'émergence des Palestiniens comme acteurs autonomes sur la scène arabe. Lire Jean-François Legrain, "Palestine: what does the future hold?", in CIDOB, *Power and regimes in the contemporary Arab world*, New-York, Routledge, 2012, p. 303-307.

[22] En revanche, la venue de Nabil Chaath sous les bombes constitue une manifestation de plus de la pérennité de l'engagement politique de cet ancien ministre des Affaires étrangères de Yasser Arafat, par ailleurs membre de la plus haute instance de Fatah, concepteur et promoteur de la récente démarche à l'ONU. En l'absence d'héritier présomptif de M. Abbas, par son expérience et le respect dont il bénéficie, il pourrait constituer un « pape de transition » du fait de son âge (75 ans).

[23] Selon Fathi Sabah, correspondant d'*Al-Hayât* à Gaza, cité dans Hazem Balousha, "[Fatah Still Cannot Challenge Hamas in Gaza](#)", *Al-Monitor*, 28 janvier 2013, "The number of participants in the festival does not mean that Fatah is strong. What happened is quite normal after five years of repression and prevention."

[24] Le meeting de janvier, d'ailleurs, a du être écourté suite à des heurts entre des partisans de M. Dahlan, toujours exilé de Gaza, et des partisans de son rival de Cisjordanie, Jibril Rajoub, au moment de la montée à la tribune de ce dernier.

[25] Pour Hamas, c'est la fin de l'occupation qui importe quand la création de l'État indépendant, dont le principe n'est pas condamné -à la différence, par exemple, du credo du Parti de la libération islamique- n'est que l'une des hypothèses à envisager en tant que concrétisation de la libération.

[26] Le premier accord de réconciliation récent, lui-même héritier d'accords plus anciens, a été signé le 4 mai 2011 au Caire. Il a été suivi de la signature d'un nouvel accord le 6 février 2012 à Doha, confirmé le 20 mai 2012 au Caire. Une traduction française de l'accord du Caire peut être trouvée sur le site de l'[Electronic Intifada](#), et de l'accord de Doha sur celui de l'[International Solidarity Movement](#) (ISM).

[27] En décidant par [décret](#) le 6 janvier que l'ensemble des documents officiels devraient dorénavant et de façon immédiate porter la mention « État de Palestine », M. Abbas a parallèlement fait preuve de ce qu'on pourrait au minimum qualifier de précipitation. Doté du contrôle exclusif des points de passage entre la Cisjordanie et l'étranger, Israël aura, en effet, toute latitude pour interdire de sortie les détenteurs de ce passeport émis par un État qu'il se refuse à reconnaître.

[28] Benjamin Barthe, *Ramallah Dream*, Paris, La Découverte, 2011, décrit fort bien cette réalité.

[29] Omar Shaban, "[New Class of Palestinians Get Rich On Gaza Tunnel Trade](#)", *Pal-Think*, 31 janvier 2013.

Pour citer ce billet : Legrain Jean-François, « Gaza, novembre 2012 : une 'victoire' de Hamas pour quoi faire ? », Carnets de l'IREMAM, 3 février 2013. [En ligne] <http://iremam.hypotheses.org/1835> (date de consultation)



Jean-François Legrain

Historien arabisant, [Jean-François Legrain](#) est chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) depuis 1990, affecté à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence depuis 2012.

[More Posts - Website](#)

[Imprimer ce billet](#)

← PALESTINE

OpenEdition:



Jean-François Legrain

Historien arabisant, Jean-François Legrain est chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) depuis 1990, affecté à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence depuis 2012.

7 réflexions sur “ Gaza, novembre 2012 : une ‘victoire’ de Hamas pour quoi faire ? ”

1. ZAKHARIA Katia

26/02/2013 at 12:02

Bonjour Jean-François.

Depuis hier, ayant entendu parler de nouvelle intifada, j'ai repris ton présent texte que j'avais précédemment lu un peu vite pour mieux réfléchir à cette question. Ce matin, je constate en faisant ma revue de presse en ligne qu'un article de l'Express, portant sur la même question (http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/la-mort-d-un-palestinien-en-prison-peut-elle-declencher-une-nouvelle-intifada_1224600.html) se conclut par des interrogations portant sur la validité de ton analyse : « [Legrain] doutait alors de la possibilité d'un nouveau soulèvement: “Même si leur nombre est en augmentation, les incidents violents qui ont éclaté récemment en Cisjordanie entre Palestiniens et Israéliens sont toujours restés localisés, réponses ponctuelles à des provocations de colons ou de soldat”. La mort d'Arafat Jaradat invalidera-t-elle ce pronostic ? » Je n'aime pas le mot “pronostic”, que je trouve réducteur pour ta réflexion, solide et argumentée, avec des conclusions fondées. Néanmoins, cela m'incite à te demander si à la lumière des faits récents, tu vois des données en mesure de modifier certains aspects de ton analyse. La médiéviste que je suis, travaillant sur un corpus pour l'essentiel clos de données lointaines, n'est pas sans avoir une idée de la difficulté que représente un travail d'historien sur des données contemporaines et sans cesse en mouvement. Mais un éclairage de ta part serait le bienvenu.

Répondre

1. Jean-François Legrain

26/02/2013 at 20:20

Tu auras réussi à me faire carburer une bonne partie de la journée... Tes interrogations, en effet, appellent une double réponse, sur la méthode et sur l'objet.

Lecteur toujours intéressé de Catherine Gouëset, j'ai eu l'occasion de discuter avec elle à de nombreuses reprises. De façon peut-être outreucidante, je prendrais son emploi du terme « pronostic » dans son sens médical, à savoir l'appréciation d'un phénomène, en l'occurrence une maladie, et de son évolution ultérieure, mettant ainsi de côté celui de l'objet des attentes de l'habitué de Paris Turf... Mais les médecins, bien sûr, sont connus pour, parfois, se tromper !

L'interrogation sur l'actualité immédiate est fondamentale mais la réponse de l'historien du très contemporain, comme tu le suggères, se doit de s'en extraire pour la réinsérer dans un temps plus long dont il est censé maîtriser les sources signifiantes. C'est donc son expertise de l'amont qui lui confère la légitimité de son approche de l'aval, mais un aval qui ne saurait se réduire à une nouvelle immédiateté postérieure à la première.

Dans le cas qui nous occupe, par exemple, le lendemain même de la publication de ce texte dans lequel j'exprimais mes doutes sur la capacité des parties palestiniennes en présence de sceller leur réconciliation, Hamas et Fatah annonçaient l'imminence de la formation du cabinet d'union intérimaire et la résolution des problèmes en suspens. Certains lecteurs m'ont alors sans doute pris pour un rigolo. Quelques jours plus tard, cependant, patatras, les invectives ont repris entre les mouvements et les discussions semblent devoir repartir de zéro. Le feuilleton va ainsi se poursuivre avec ses rebondissements périodiques. C'est leur trajectoire dans le temps que l'historien essaie de caractériser tout en étant bien évidemment impuissant à anticiper un événement déterminé et la date de son apparition.

Concernant les faits récents auxquels tu fais allusion, il s'agit indéniablement d'une remontée du ressentiment anti-israélien en Cisjordanie, avec la multiplication des heurts entre Palestiniens et armée israélienne, mais également à Gaza avec, ce matin, le premier tir de roquette depuis la conclusion de cessez-le-feu en novembre. La question des prisonniers reste ainsi l'un des derniers leviers de mobilisation nationale, sans commune mesure néanmoins avec le domaine du symbolisme religieux. Le décès d'Arafat Jaradat dans les geôles israéliennes risque, de plus, d'être suivi à brève échéance par celui de Samer Issaoui, en grève de la faim depuis août 2012. S'il en était ainsi, la réponse palestinienne, à n'en pas douter, empruntera le chemin d'une certaine violence.

Mon expérience du terrain me conduit néanmoins à maintenir que les heurts actuels demeurent circonstanciels et que les conditions politiques et sociales rendent l'hypothèse de l'imminence d'une « troisième intifada » improbable même si on ne peut bien évidemment pas l'exclure par principe. Une intifada, faut-il le rappeler, conjugue mobilisation de masse et durée. L'historien remarquera que ce thème de la « troisième intifada », récurrent depuis deux années au moins, relève jusqu'à présent de la seule rhétorique, tant palestinienne qu'israélienne. Son maniement renvoie ainsi à des objectifs politiques que l'analyste se doit de mettre au jour, contradictoires entre les deux parties même si le leitmotiv est unique. Comme je l'ai mentionné dans mon texte, certains Palestiniens ont été les premiers, au printemps 2011 à en faire le slogan de mobilisations qui ne se sont pas concrétisées sur le terrain ; à

plusieurs reprises depuis sa prison israélienne, Marwan Barghouti a également lancé des appels à son déclenchement quand Mahmoud Abbas affirmait qu'un soulèvement violent ne saurait avoir lieu. Courant 2012, le thème a été adopté par les milieux sécuritaires israéliens pour ensuite passer au politique avec l'envoi à Ramallah hier lundi par le Premier ministre israélien d'un émissaire chargé de faire pression sur le président palestinien pour enrayer un phénomène dont il serait ainsi déjà rendu responsable avant même sa survenue. La presse a ensuite embrayé sur l'imminence d'une telle intifada. La charge idéologique du discours de la « troisième intifada » apparaît pourtant aujourd'hui clairement dans ses contradictions mêmes. A l'approche de la visite annoncée de Barack Obama, il s'agirait pour Mahmoud Abbas, soumis à sa menace, de convaincre le président américain de relancer les négociations israélo-palestiniennes qui, jusqu'à aujourd'hui, constituent le pivot du programme politique de l'OLP. La partie israélienne, pour sa part, ferait de cette menace la preuve de la nécessité pour le même président de perpétuer son indulgence, pour ne pas écrire son alignement, vis-à-vis de la politique palestinienne menée par Benjamin Netanyahu, une politique censée être la seule apte à protéger Israël de toute violence terroriste. La colère populaire devant le sort des prisonniers –ce sort, faut-il le rappeler, bien que malheureusement détestable depuis des lustres n'avait pas déclenché de mouvements de masse tous ces derniers mois- me semble bien appelée à retomber même si certaines forces politiques palestiniennes seraient intéressées à l'entretenir (je laisse ici de côté tout cynisme israélien qui se traduirait par une provocation en quête d'aubaine). La présidence, certes, n'a aucun intérêt à voir se développer la violence sur le terrain ; elle devrait se contenter de manier le discours de l'intifada comme menace dirigée contre ses propres intérêts, laissant certes la colère s'exprimer tout en mobilisant ses forces de sécurité en cas de débordement significatif. Fath, pour sa part, pourrait en profiter pour tenter de prendre sa revanche face à Hamas sur le terrain de la résistance tout en renforçant sa partie déjà ancienne de bras de fer avec le Premier ministre Fayyad ; le pari serait néanmoins risqué. Hamas, enfin, pourrait également exploiter cette occasion pour déstabiliser l'Autorité de Ramallah en réchauffant le front avec Israël tout en veillant à juguler les tentations jusqu'aboutistes à Gaza. Comme je l'ai écrit, cependant, une intifada ne se décrète pas. Elle naît d'un contexte social et politique particulier qui peut être caractérisé ; seule son étincelle est totalement imprévisible. Et ce contexte, au regard de ce que je sais de la Palestine, ne me paraît toujours pas être là aujourd'hui. Mais l'histoire n'est pas une science exacte...

[Répondre](#)

2.  [Iris Seri-Hersch](#)

[06/02/2013 at 12:44](#)

Merci pour cette analyse détaillée des dynamiques politiques récentes en Palestine. La montée des préoccupations socio-économiques en Cisjordanie est en effet très intéressante, bien qu'elle puisse être attendue dans un contexte général de désillusion

face à la politique. Une remarque cependant sur ce que tu qualifies de “choix israélien”: n’est-ce pas un raccourci voire un anachronisme que de parler de “concession” de la bande de Gaza par Israël au Hamas? Israël s’est retiré unilatéralement de la bande de Gaza en août 2005, la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes a eu lieu en janvier 2006 et la prise de contrôle de Gaza par le Hamas s’est faite en juin 2007, soit presque deux ans après le retrait israélien. Qu’ensuite, les gouvernements israéliens successifs (sous Olmert puis Netanyahou à partir de 2009) aient traité avec le Hamas voire se soient efforcés à le maintenir comme premier interlocuteur, cela paraît fort juste. Mais il me semble que les politiques d’Israël à l’égard du Hamas doivent plus à des décisions prises par différents acteurs et motivées par différents facteurs (liés notamment à la politique intérieure et aux échéances électorales) qu’à un “master plan” conçu d’avance.

[Répondre](#)

1.  [Jean-Francois Legrain](#)

[06/02/2013 at 15:00](#)

Ta remarque est très pertinente et mets en lumière un contresens né, en fait, d’une accumulation de strates dans la rédaction de mon texte.

Au lieu de “L’octroi par Israël de la concession de Gaza à Hamas ordonnée à sa séparation de la Cisjordanie demeure le choix fondamental de la puissance toujours occupante du fait de son contrôle des abords de la bande de même que de ses espaces aérien et maritime. Mis en œuvre à partir de 2005 avec le retrait unilatéral de l’armée israélienne et des colons, ce choix avait bénéficié du concours attendu des parties palestiniennes en 2007[6], date de son aboutissement.”

il faudrait lire (et je corrige la version initiale) : “La séparation de Gaza de la Cisjordanie demeure le choix fondamental de la puissance toujours occupante du fait de son contrôle des abords de la bande de même que de ses espaces aérien et maritime. Mis en œuvre à partir de 2005 avec le retrait unilatéral de l’armée israélienne et des colons, ce choix avait bénéficié du concours attendu des parties palestiniennes en 2007[6], date de son aboutissement avec l’octroi par Israël de la concession de la bande à Hamas.”

Je crois d’autant moins au “master-plan” conçu d’avance que j’appréhende en général la politique israélienne à l’égard des Palestiniens (en dehors de la colonisation, qui, elle, obéit bien à un master plan commun à tous les gouvernements), comme une suite de décisions prises pour gérer des situations aux échéances de 2 ou 3 ans pour toujours plus repousser la solution diplomatique: salutations *post mortem* de ses successeurs à Yitzhak Shamir confronté à la Conférence de Madrid...

[Répondre](#)

3. **Vincent**

[04/02/2013 at 19:25](#)

Merci et bravo comme d'habitude, toujours aussi précis, analytique, synthétique, documenté.

Bien d'accord sur l'ensemble, malheureusement.

Vraiment bien vu sur "l'épuisement politique" et les dynamiques sociales fines à l'oeuvre, très intéressant. Mais évidemment le propre d'une révolte majeure est souvent son imprévisibilité.

Trois discussions peut-être ? 1/ je me demande dans quelle mesure il y a vraiment nouveauté concernant la place de l'Égypte dans le dispositif israélien, tant le régime Mubarak a constamment participé au blocus, cf l'affaire des murs souterrains en métal, des gaz dans les tunnels, etc. mais aussi au plan diplomatique et géopolitique, je ne vois que grande continuité en fait. 2/ j'essaie tj d'être prudent concernant l'inférence des intentionalités israéliennes (au delà de la maximisation ethno-territoriale et de la soumission-division des résidus démographiques, au plan stratégique invariant), car le danger est de rationaliser à posteriori des pratiques qui à mon avis peuvent devoir à l'improvisation dans des différents rythmes et champs de force politiques électoraux et militaires aux acteurs bien trop nombreux et concurrents pour qu'une seule ligne tactique permanente soit isolable. Bref, résultats indiscutables, mais intention (unique ? de qui ?) toujours difficile à prouver ; pour paraphraser Bourdieu, c'est le comble et luxe du dominant que de pouvoir toujours capitaliser à son profit tout changement de situation même non parfaitement voulu ou contrôlé. 3/ tu maintiens de toute éternité 😊 une part d'herméneutique eschatologique à pratiques et justifications de Hamas ; mais envisages-tu par exemple que des acteurs politico-religieux puissent changer, se séculariser, se "corrompre" sur les plans moral et politique, perdre leur da'wa, etc.?

[Répondre](#)

1.  [Jean-François Legrain](#)

[04/02/2013 at 21:25](#)

Tout à fait d'accord sur l'imprévisibilité d'une révolte majeure mais elle concerne plus son étincelle qu'elle-même tant elle est liée à un contexte qui, lui, peut être décortiqué.

Concernant tes questions:

1 – Comme toi, je pense qu'il n'y a pas nouveauté dans la place de l'Égypte dans le dispositif israélien. Mais, pour Israël et la communauté internationale, il lui fallait d'abord confirmer ses engagements antérieurs concernant le respect du traité de paix sans exiger de remise à plat. Il lui fallait ensuite montrer sa détermination à rétablir son contrôle sur le Sinaï (Israël s'étant montré disposé à fermer les yeux sur une présence militaire qui excéderait l'ampleur prévue par le traité). La question de Gaza relève de ces 2 domaines autant que de la politique arabe de l'Égypte. Sur tous ces dossiers, l'Égypte post-Moubarak non seulement a répondu aux attentes israéliennes et internationales mais est même allée plus loin, son président s'étant porté garant de l'accord de cessez-le-feu : il lui faudra surveiller le transit par les tunnels pour écarter les armes. La participation de l'Égypte au blocus est indéniable mais ambivalente. Une adhésion totale au blocus aurait impliqué la fermeture

des tunnels, toujours possible soit directement soit par asphyxie de leur approvisionnement. L'argument politico-juridique avancé par l'Égypte pour justifier les tunnels me semble légitime même s'il débouche sur une situation ubuesque et dangereuse pour les utilisateurs : le refus d'entériner le blocus israélien et la cassure entre Gaza et la Cisjordanie via Israël en normalisant l'approvisionnement de la bande par le sud.

2 – La question de l'intentionnalité est complexe. Disons que je constate la concession de Gaza faite à Hamas. La fuite dans la presse israélienne qui a conduit au contre-putsch mené par Hamas me semble constituer une indication sur l'intention mais je n'irai pas au-delà. N'étant pas spécialiste des questions israéliennes, je n'ai pas d'informations suffisantes sur les éventuels débats qui ont conduit à la fuite ni sur ses auteurs d'où mon utilisation sans doute trop générale de l'expression « Israël a fait », « Israël a décidé », etc.

3 – Ma formation en théologie catholique, même très ancienne, m'aide, je crois, à entrer dans la part religieuse de la logique de Hamas. Cette part peut paraître absconse à un observateur éloigné de ce type de culture et le conduire à ne pas en tenir cas, l'amenant du coup à commettre des contresens. Cette part religieuse, non exclusive j'en conviens, a joué un rôle décisif dans la gestation du mouvement. L'accession au pouvoir ne l'a pas amené à renier cette part. Les propos tenus ces derniers jours par Khaled Mechaal, leur interprétation par *Al-Charq* puis les dénégations de cette interprétation me semblent constituer une preuve de la justesse de mon approche. Même si j'envisage tout à fait les cas dont tu parles "d'acteurs politico-religieux qui puissent se séculariser, se corrompre sur le plan moral et politique, perdre leur da'wa, etc.", les acteurs en vue au sein de Hamas ne me semblent pas relever de ces catégories. Des acteurs relevant de ces catégories, en revanche, n'ont pas hésité à quitter ses rangs pour, par exemple, rejoindre Fatah.

Voilà, j'espère avoir (partiellement, je n'en doute pas) répondu à tes interrogations.

[Répondre](#)

4. **HASNA**

[04/02/2013 at 14:34](#)

Excellent article, que je diffuserai.
Hasna

[Répondre](#)